L'étincelle
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA
CTLG
La Garenne

Lundi 7 mars 2016

Loi Travail : dégage !

Déjà plus d'un million de signatures de la pétition contre la loi Travail de Myriam El Khomri. Et la journée de manifestations massives qui s'annonce pour mercredi 9 mars. Du coup, Hollande et Valls voudraient nous amadouer en parlant de « dialogue » avec les syndicats. Mais les travailleurs et les jeunes ne sont pas dupes.

Gattaz l'a rêvée, Hollande-Valls l'ont faite

Valls et El Khomri prétendent qu'alléger le code du Travail de tout ce qui s'oppose aux licenciements est indispensable... pour que les patrons embauchent ! Ils prétendent lutter contre la précarité dont les jeunes sont victimes. Mais qui peut croire que faciliter les licenciements créerait de l'embauche ? Qui peut croire que les mesures prévues pour rendre le travail plus « flexible » lutteraient contre la précarité ? Ils nous prennent vraiment pour des billes !

Avec la loi Travail, les journées de 12 heures et les semaines de 60 heures deviendraient possibles, avec une « modulation » sur trois ans. Les heures supplémentaires ne seraient plus qu'à 10 % au-dessus du tarif normal. Les limites horaires des apprentis sauteraient. En cas de décès d'un proche, les droits aux jours de congés seraient remis en cause. Les licenciements seraient rendus encore moins chers et plus faciles pour les patrons, même affichant des bénéfices. Et tant d'autres crasses !

Merci patrons, merci Hollande...

Oui, ce projet provocateur, c'était la goutte d'eau sale de trop. D'où l'indignation générale au sein du monde du travail. D'où cette nouvelle ambiance, ce regain de combativité comme en témoigne, simple exemple, le succès du film *« Merci patron »* lors de ses projections en salles dans des dizaines de villes...

Oui, nous sommes tous concernés par les fermetures des filiales de grands groupes qui font des profits, par les réductions massives de postes dans le privé comme dans le public. Par le chantage patronal qui impose l'augmentation des cadences et la baisse des salaires contre des promesses mensongères.

Combien de ces patrons avides, comme celui que dénoncent les grévistes de cette entreprise bretonne d'abattage industriel, la COOPERL, qui ont mis sur YouTube une vidéo où s'étalent les caisses de champagne dénichées derrière les bureaux de ces directeurs qui voudraient bloquer leurs salaires...

Manifestons massivement le 9 mars !
Mais ce n'est qu'un début...

Les jeunes ont lancé sur Facebook une manifestation pour le 9 mars alors que les syndicats ne prévoyaient rien avant le 31. Si la CFDT et l'UNSA font mine de négocier avec Valls *« le poids et la longueur des chaînes »* comme le dit une blague sur Internet, la CGT, FO et SUD se sont ralliés au 9 et appellent à manifester. Tant mieux !

Tant mieux aussi que, le même jour, les cheminots soient en grève ; en réalité, ils sont en butte à un décret qui prévoit le même genre de mesures que la loi Travail pour les autres salariés.

Remettre les pendules à l'heure.

Les patrons n'ont pas eu besoin de la loi El Khomri pour licencier, pour se ménager des profits comme jamais par un renforcement de l'exploitation. La liste est longue de toutes les colères accumulées dans le monde du travail, des revendications qu'il faudra présenter à nos patrons. Parce que ce n'est pas tous les jours qu'une grève générale devient possible et que nous pouvons utiliser notre force collective. Il faut en profiter pour tout remettre sur la table, les cadences, les salaires, l'arrogance patronale. Faire interdire les licenciements. Le monde du travail peut relever la tête et contraindre le patronat à en rabattre.

La CGT, FO et SUD parlent de donner une suite au 9. C'est indispensable. Mais **pas question d'attendre le 31**, cela laisserait beaucoup trop de temps au gouvernement pour souffler ! **Il faut battre le fer tant qu'il est chaud !**

Les jeunes ont montré la voie en bousculant le calendrier syndical, ne les laissons pas seuls, nous avons tous à y gagner.

Tous dans la rue le 9 mars ! Tous ensemble pour faire plier le gouvernement et le patronat !

L'entreprise est tendue

La réduction drastique des quotas de prestations de services voulue par la direction, se réalise déjà au détriment de nos conditions de travail et même en dépit du bon sens lorsqu'il faut externaliser à marche forcée. Pire, avec son "entreprise étendue", les nouveaux prestataires eux mêmes doivent attendre plusieurs semaines pour pouvoir travailler en raison d'accès au système informatique de PSA qui ne sont pas en nombre suffisants et la liste d'attente s'allonge de jours en jours.

Pousser dehors ces prestataires sans avoir prévu suffisamment de moyens informatiques pour qu'ils puissent fournir la prestation demandée : belle leçon de gestion d'entreprise.

Le coup de la panne

Ce lundi matin ambiance frigo au G01... en cause selon la direction une panne de chaudière. La belle affaire ! Accordons lui le bénéfice du doute, que cette fois elle n'y peut pas grand chose. Mais on n'oublie pas que la direction programme aussi des révisions qui tombent à pic. Comme ce fut le cas de la clim au cœur de l'été dernier.

V'la que ça les reprend

Chasse à ceux qui n'ont pas leur badge autour du cou quand ils sont sur le site, contrôle des véhicules de service qui sortent : l'état d'urgence se poursuit aussi à La Garenne. C'est vrai, des fois qu'il y en a qui tenteraient d'entrer en sautant à la perche au dessus des grilles, ou de sortir un moteur ou une boite de vitesse dans un coffre. Par contre, toujours pas de trace d'un mandat à l'encontre de la bande des Rapetout de la Grande Armée qui malgré 1,2 milliards de bénéfice tiré de notre travail ne veulent nous donner que 2 000 euros de prime.

Pas de quoi sauter au plafond

Lors des dernières mesures salariales la direction annonce qu'elle étend la PVG aux cadres positionnés E. Si le nombre de bénéficiaires augmente, elle ne dit pas que le budget de la PVG augmentera en proportion. Sinon se sera se partager les miettes à un plus grand nombre.

Enfoncer les portes ouvertes

La direction communique à tout rompre sur ses résultats de consommation en « usage réel » sur… 3 véhicules différents seulement. La belle affaire, tout ça pour conclure que les consommations dans la vraie vie ne sont pas celles indiquées dans les notices commerciales. Un véritable scoop ! Par contre sur le niveau réel d'émissions de gaz toxique et autres particules, que l'on respire dans la vraie vie, pas un mot. Sur ce point c'est encore l'écran de fumée.

« Push to pass »

Après « Back inthe race », « Push to pass est le nouveau nom du plan de redressement du groupe. « Pousser pour passer ». Ça a le mérite d'être cyniquement clair : « dégager les salariés pour booster mes profits »…

Push to pass... au détriment des Seniors

La direction recommence à convoquer les collègues qui sont à deux ou trois ans de la retraite pour bien leur faire comprendre qu'elle souhaite leur départ avec le plan Senior. Mais il faut bien faire ses calculs : pas question de perdre des centaines d'euros sur la retraite en se laissant pousser dehors.

Un simple coup de pub

Avec l'annonce du versement de la prime exceptionnelle englobant l'intéressement et la prime dite de « retraite chapeau », la communication de PSA a pris toute sa dimension... publicitaire. Loin des 2 000 euros annoncés par les médias pour chaque salarié, la prime nette sera en dessous pour nombre d'entre nous. Et il ne faut pas oublier de répondre au courrier de Natixis, si on ne veut pas qu'elle soit versée sur un compte d'épargne.

Pas de quoi faire oublier le blocage de nos salaires, et l'arrogance d'un Pdg qui gagne plusieurs milliers d'euros par jour.

NAO : Nada à Offrir. Servons-nous !

Alors que PSA annonce 1,2 milliards de bénéfices, le groupe automobile refuse de lâcher toute véritable augmentation de salaire. Seuls les ouvriers sont augmentés, mais 0,6 % sur un salaire de 1 500 euros, cela fait 8 euros nets... Quant aux TAM, ils se voient privés de toute augmentation générale. Les salaires sont bloqués depuis 2012, et depuis trois ans, 17 000 emplois ont été supprimés par PSA. Autant dire que c'est à notre surexploitation qu'ils doivent leur bénéfice record : il est temps de rendre aux patrons la monnaie de leur pièce.

Pour une véritable médecine du Travail

Le docteur Kryvenac vient d'obtenir gain de cause auprès du Ministère du travail : il a refusé son licenciement, demandé depuis des mois par la direction de PSA. En poste à Metz-Borny, elle avait su se faire apprécier des salariés, précisément parce qu'elle ne cédait pas aux pressions de la direction et voulait exercer son métier en toute indépendance, avant tout dans l'intérêt des salariés et de leur santé. Pétitions et comité de soutien ont donc abouti. C'est une victoire qui doit nous encourager à ne jamais renoncer à défendre nos droits.

Versez au drapeau rouge

Dans deux semaines vos diffuseurs seront présents aux portes du site avec leurs drapeaux rouges que vous commencez à bien connaitre. Si vous appréciez le contenu de l'Etincelle vous pourrez y verser votre contribution pour soutenir sa parution. A mardi 22 mars !